

3ème République (04 sep 1870)		
Fils d'un agronome, garde magasin des vivres de la Place de Palais,	1815, Le Palais (Morbihan) - † 1896, Tours (Indre et Loire) Louis-Jules Trochu (04 sep 1870 / 1871) Chef de l'Etat / Président du Gouvernement de la Défense Nationale	
Ecole Spéciale Saint-Cyr / Officier Général / Catholique		Le 4 septembre 1870, des manifestants parisiens, envahissent l'Assemblée nationale et empêchent le Corps législatif de délibérer. Gambetta proclame la 3ème République à l'Hôtel de Ville. Le 19 janvier 1871 a lieu la désastreuse sortie des murs de Paris pour la bataille de Buzenval. Il <u>démissionne</u> le 22 janvier 1871 après une fracassante déclaration dans laquelle il préconise en réalité la capitulation
Fils d'un homme d'affaires	1797, Bouc (B du R) - † 1877, Saint Germain-en-Laye (S & Oise) Louis-Adolphe Thiers (1871 / 1873) Chef du Pouvoir exécutif (17 fév / 31 août 1871) 2ème Président de la République (31 août 1871 / 24 mai 1873)	Président du Conseil : Jules Dufaure
Faculté de droit de l'Université d'Aix-en-Provence / Avocat, journaliste, historien, écrivain Républicain modéré / Déiste		Elu chef du Pouvoir exécutif (de l'Etat et du Gouvernement) Thiers conclut avec Bismarck le traité préliminaire de paix le 26 février, ratifié par l'Assemblée le 1er mars, puis le traité de Francfort le 10 mai 1871. Installation de la Commune de Paris, le 18 mars 1871, écrasée par le gouvernement à l'issue de la "Semaine sanglante" Le 15 mars 1873 est signée la convention d'évacuation des troupes allemandes. L'indemnité de guerre s'élevait à 5 milliards de francs, somme correspondant à deux ou trois budgets annuels Il doit <u>démissionner</u> face à l'hostilité de l'Assemblée nationale, majoritairement favorable au retour de la monarchie.
Fils de Maurice-François de Mac Mahon, maréchal de camp	1808, Sully (Saône & Loire) - † 1893, Montcresson (Loiret) Patrice de Mac-Mahon (1873 / 1879) 3ème Président de la République (24 mai 1873 / 30 jan 1879)	Présidents du Conseil : Albert de Broglie, Jules Dufaure, Jules Simon, Albert de Broglie, Jules Dufaure 1er Président de l'Assemblée nationale : Jules Grévy 1er Président de la Chambre des députés : Jules Grévy
Ecole Spéciale Saint-Cyr / Officier Général / Catholique Famille d'origine irlandaise, réfugiée en France avec Jacques II Stuart lors de la Glorieuse Révolution de 1689 Carrière militaire essentiellement en Algérie / Maréchal de France		Restauration de la pratique de la séparation des pouvoirs présidentiel et gouvernemental. L'Assemblée, le 9 novembre 1873, fixe son mandat à sept ans 1875 : trois lois constitutionnelles (1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e) Il <u>démissionne</u> après la victoire des républicains aux élections législatives de 1877, à la suite de sa décision de dissoudre la Chambre des députés.
Fils du propriétaire de la tuilerie de Mont-sous-Vaudrey	1807, Mont-sous-Vaudrey (Jura) - † 1891, Mont-sous-Vaudrey (Jura) Jules Grévy (30 jan 1879 / 1887) 4ème Président de la République (30 jan 1879 / 02 déc 1887)	Présidents du Conseil : Jules Dufaure, William Henry Waddington, Charles de Freycinet, Jules Ferry, Léon Gambetta, Charles de Freycinet, Charles Duclerc, Armand Fallières, Jules Ferry, Jules Ferry, Henri Brisson, Charles de Freycinet, René Goblet, Maurice Rouvier
Faculté de droit de Paris / Avocat / Républicain modéré / Déiste Franc-maçon		Il abandonne l'exercice du droit de dissolution. Le 14 juillet et La Marseillaise sont adoptés comme symboles, les chambres parlementaires sont transférées à Paris et le président de la République officiellement au sein du palais de l'Élysée. Loi de Jules Ferry : ecclésiastiques exclus de l'instruction publique; universités catholiques ne sont pas des « facultés », congrégations non autorisées à enseigner, en amenant certaines comme les Jésuites à quitter la France Les lois Jules Ferry rendent progressivement l'école gratuite (1881), l'éducation obligatoire et l'enseignement public laïque (1882) En 1881, la liberté de réunion sans autorisation est accordée et en 1884, les anciens membres de la famille royale déclarés inéligibles aux élections républicaines. Des protectorats sur la Tunisie et le royaume de Madagascar sont créés, l'Annam et le Tonkin sont occupés. A l'occasion du décès de Victor Hugo, le 22 mai 1885, il décide de rendre au Panthéon de Paris le statut de temple républicain Le scandale des décorations, dans lequel son genre est impliqué, le fera <u>démissionner</u>
Fils d'Hippolyte Carnot, ministre de l'Instruction publique et des Cultes	1837, Limoges (Haute-Vienne) - † 1894, Lyon (Rhône) Sadi Carnot (1887 / 1894) 5ème Président de la République (03 déc 1887 / 25 jun 1894)	Présidents du Conseil : Maurice Rouvier, Pierre Tirard, Charles Floquet, Pierre Tirard, Charles de Freycinet, Emile Loubet, Alexandre Ribot, Charles Dupuy, Jean Casimir-Perier
Polytechnique, Ponts et Chaussées / Ingénieur, Préfet / Républicain modéré / Catholique Petit-fils de Lazare Carnot, (Convention nationale et Comité de salut public) Mort assassiné, il est enterré au Panthéon		Le début de son mandat est marqué par l'agitation boulangiste et le scandale de l'affaire de Panama (1892) Rapprochement avec la Russie, dans le cadre de l'alliance franco-russe Affaire de corruption du scandale de Panama (1892) : les fonds collectés pour soutenir la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama, créée par Ferdinand de Lesseps, furent en partie détournés Dans un contexte d'agitation syndicale et anarchiste il fait voter les lois dites "scélérates" pour restreindre la liberté individuelle, la liberté de la presse, les anarchistes Il est <u>assassiné</u> à Lyon d'un coup de poignard porté par un anarchiste italien
Fils d'Auguste Casimir-Perier, ministre de l'Intérieur	1847, Paris (Seine) - † 1907, Paris (Seine) Jean-Casimir Périer (1894 / 1895) 6ème Président de la République (27 jun 1894 / 16 jan 1895)	Président du Conseil : Charles Dupuy
Faculté de droit de Paris / Industriel / Modérés / Catholique Petit-fils de Casimir Périer, président du Conseil, sous Louis-Philippe 1 ^{er} Fils de Auguste-Casimir Périer, ministre de l'Intérieur (gouvernement Thiers)		Cible favorite de la gauche pour son appartenance à la haute bourgeoisie : propriétaire de la majeure partie des actions des mines d'Anzin Il <u>démissionne</u> et détient ainsi le record du mandat de président de la République française le plus court, toutes républiques confondues, soit 6 mois et 16 jours.
Fils d'artisan menuisier	1841, Paris (Seine) - † 1907, Palais de l'Élysée, Paris (Seine) Félix Faure (1895 / 1899) 7ème Président de la République (16 jan 1895 / 16 fév 1899)	Présidents du Conseil : Alexandre Ribot, Léon Bourgeois, Jules Méline, Henri Brisson, Charles Dupuy
Lycéen autodidacte / Tanneur, Négociant en cuirs, juge au Tribunal de Commerce Républicain modéré / Catholique / Franc-maçon notoire Il (Pompée, à défaut d'être César, dixit Clemenceau) mourut à l'Élysée dans les bras de sa maîtresse Marguerite Steinheil, "la pompe funèbre"		Contribue au rapprochement franco-russe, recevant le tsar Nicolas II dans le cadre de l'Alliance franco-russe et faisant une visite officielle en Russie, en 1897 Expansion coloniale, notamment avec la conquête de Madagascar Relations tendues avec le Royaume-Uni, la "perle Albion", avec la crise de Fachoda -Kodok- (Soudan). Le mandat présidentiel de Félix Faure est marqué par l'affaire Dreyfus. Félix Faure demeure, par « légalisme commode », hostile à une révision du procès
Fils du maire de Marsanne (Drôme)	1838, Marsanne (Drôme) - † 1929, Montélimar (Drôme) Emile Loubet (1899 / 1906) 8ème Président de la République (18 fév 1899 / 18 fév 1906)	Présidents du Conseil : Charles Dupuy, Pierre Waldeck-Rousseau, Emile Combes, Maurice Rouvier
Faculté de droit de Paris / Avocat / Alliance Républicaine Démocratique / Catholique		Elu par le Congrès réuni à Versailles (Aussitôt, Paul Déroulède tentera sans succès de faire un coup d'État pour renverser la Troisième République) Grâce du Capitaine Dreyfus, promulgation de la loi sur les associations et anti-cléricisme (loi sur la séparation des Églises et de l'État) Alliance franco-russe – il reçoit Nicolas II en sep 1901-, et se rend en visite officielle en Russie en 1902- et d'autre part le Royaume-Uni. Amélioration des rapports avec l'Italie : reconnaissance des intérêts italiens en Libye en échange de la reconnaissance du protectorat français sur le Maroc
Fils de greffier de justice	1841, Mézin (Lot et Garonne) - † 1931, Lannes (Lot et Garonne) Armand Fallières (1906 / 1913) 9ème Président de la République (18 fév 1899 / 18 fév 1906)	Présidents du Conseil : Maurice Rouvier, Ferdinand Sarrien, Georges Clemenceau, Aristide Briand, Ernest Monis, Joseph Caillaux, Raymond Poincaré, Aristide Briand
Université de Toulouse et Paris / Avocat Alliance-Parti Républicain(e) Démocratiq(ue) / Catholique		Dreyfus est réintégré partiellement dans l'armée, puis les cendres de son plus illustre défenseur, l'écrivain Émile Zola, sont transférées au Panthéon. Opposant à la peine de mort, il gracie systématiquement les condamnés à mort pendant les premiers temps de son mandat. Le gouvernement de Georges Clemenceau, « le briseur de grèves », réprime durement certains mouvements, comme la révolte des vignerons du Languedoc Sous le gouvernement du même Clemenceau les forces de police sont modernisées, notamment par la création des « Brigades du Tigre » Renforcement de la Triple-Entente (France/Russie/Royaume-Uni) face à l'Empire allemand de Guillaume II et à la Triplec (Allemagne/Autriche-Hongrie/Italie).
Fils d'un inspecteur général des Ponts et Chaussées, bâtitseur du canal de l'Est en Meuse	1860, Bar-le-duc (Meuse) - † 1934, Paris (Seine) Raymond Poincaré (1913 / 1920) 10ème Président de la République (18 fév 1913 / 18 fév 1920)	Présidents du Conseil : Aristide Briand, Louis Barthou, Gaston Doumergue, Alexandre Ribot, René Viviani, Aristide Briand, Alexandre Ribot, Paul Painlevé, Georges Clemenceau, Alexandre Millerand
Facultés de droit de Nancy et Paris / Avocat, journaliste Alliance-Parti Républicain(e) Démocratiq(ue) / Catholique		Avec Briand et Clemenceau, et contre Jaurès et la SFIO, il soutient la loi des trois ans de service militaire, votée en juillet 1913. Mandat marqué par la Première Guerre mondiale; artisan de l'Union Sacrée politique et sociale, aux côtés de René Viviani, d'Aristide Briand puis de Georges Clemenceau Son rôle dans le déclenchement de la guerre est controversé : il aurait poussé à la fermeté la Russie lors de son voyage officiel de juillet 1914 en Russie, afin de renforcer les alliances deux semaines après l'attentat de Sarajevo
Fils d'Émile Deschanel, député de la Seine et sénateur inamovible	1855, Schaerbeek (Belgique) - † 1922, Paris (Seine) Paul Deschanel (1920 / 1920) 11ème Président de la République (18 fév / 21 sep 1920)	Président du Conseil : Alexandre Millerand
Facultés des lettres de Paris / Ecrivain, journaliste, sous-préfet Alliance-Parti Républicain(e) Démocratiq(ue) / Catholique <u>Démissionne</u> , pour raisons de santé		Avec l'appui de la SFIO et de la droite catholique, il est élu contre le président du Conseil Georges Clemenceau, qui se retire aussitôt Au cours d'un voyage en train à destination de Montbrison, le 23 mai 1920, alors qu'il éprouve une sensation d'étouffement, il chute accidentellement de la voiture

<p>Fils de négociant en drap</p> <p>Facultés de droit de Paris / Avocat, journaliste / Sans parti (ex. socialiste) / Agnostique Franc-maçon</p>	<p>1859, Paris (Seine) - † 1943, Versailles (Seine-et-Oise)</p> <p>Alexandre Millerand (1920 / 1924)</p> <p>12ème Président de la République (23 sep 1920 / 11 jun 1924)</p> 	<p>Présidents du Conseil : Georges Leygues, Aristide Briand, Raymond Poincaré, Frédéric François-Marsal</p> <p>La victoire du Cartel des gauches aux élections législatives de 1924, le conduira à <u>démissionner</u>.</p>
<p>Fils de propriétaire vigneron</p> <p>Facultés de droit de Paris / Avocat, juge de paix / Radical / Protestant Franc-maçon</p>	<p>1863, Aigues-Vives (Gard) - † 1937, Aigues-Vives (Gard)</p> <p>Gaston Doumergue (1924 / 1931)</p> <p>13ème Président de la République (13 jun 1924 / 13 jun 1931)</p> 	<p>Présidents du Conseil : Frédéric François-Marsal, Édouard Herriot, Paul Painlevé, Aristide Briand, Édouard Herriot, Raymond Poincaré, Aristide Briand, André Tardieu, Camille Chautemps, André Tardieu, Théodore Steeg, Pierre Laval</p> <p>Seul chef de l'État protestant qu'ait connu la France depuis l'abjuration d'Henri IV, le 25 juillet 1593</p> <p>Après Louis-Napoléon Bonaparte, il est le deuxième président de la République celtibataire au moment de son entrée en fonction premier et sera le premier à se marier au cours de son mandat</p> <p>La France est forcée d'évacuer la Ruhr, la Sarre et la Rhénanie entre 1925 et 1930</p> <p>Prosperité de la France d'entre-deux-guerres et les années folles, mais aussi forte instabilité ministérielle et des difficultés financières engendrées par la chute du franc et l'effondrement boursier de 1929.</p> <p>Crises coloniales en Syrie et au Rif. Doumergue envoie le maréchal Pétain, qui remporte rapidement la guerre du Rif</p> <p>Inauguration de la Mosquée de Paris, avec le sultan marocain Moulay Youssef, en visite officielle en France</p>
<p>Fils de cheminot</p> <p>Facultés des sciences et de droit de Paris / Professeur de mathématiques, journaliste Radical / Catholique</p> <p>N'est plus franc-maçon au moment de son élection</p> <p>Assassiné par un jeune émigré russe, Paul Gorgulov</p>	<p>1857, Aurillac (Cantal) - † 1932, Paris (Seine)</p> <p>Paul Doumer (1931 / 1932)</p> <p>14ème Président de la République (13 jun 1931 / 07 mai 1932)</p> 	<p>Présidents du Conseil : Pierre Laval, André Tardieu</p>
<p>Fils du maire de Mercy-le-Haut (Meurthe-et-Moselle)</p> <p>Ecole Polytechnique, Ecole des Mines / Ingénieur / Alliance Démocratique / Catholique</p>	<p>1871, Mercy-le-Haut, Meurthe-et-Moselle - † 1950, Paris (Seine)</p> <p>Albert Lebrun (1932 / 1940)</p> <p>15ème Président de la République (10 mai 1932 / 11 jul 1940)</p> 	<p>Présidents du Conseil : Édouard Herriot, Joseph Paul-Boncour, Édouard Daladier, Albert Sarraut, Camille Chautemps, Édouard Daladier, Gaston Doumergue, Pierre-Étienne Flandin, Fernand Bouisson, Pierre Laval, Albert Sarraut, Léon Blum, Camille Chautemps, Léon Blum, Édouard Daladier, Paul Reynaud, Philippe Pétain</p> <p>Fin de la 3ème République (10 jul 1940)</p> <p>Crise du 6 février 1934 : manifestation antiparlementaire de groupes d'extrême droite et des associations d'anciens combattants devant la Chambre des députés. L'émeute place de la Concorde fera 15 morts et 2 000 blessés.</p> <p>Le Front populaire, coalition de partis de gauche, gouverne (Léon Blum) de 1936 à 1938. L'Allemagne envahit la France le 10 mai 1940</p> <p>De Gaulle est promu général de brigade à titre temporaire le 25 mai 1940, puis nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale pendant l'exode de 1940</p> <p>Avec Paul Reynaud, il est partisan du départ pour l'Afrique du Nord et est opposé à l'armistice. Il est cependant conduit, devant le courant majoritaire, à appeler le maréchal Pétain à la présidence du Conseil le 16 juin 1940</p> <p>Lebrun est enlevé par la Gestapo avec André François-Poncet ; envoyé au château d'Itter dans le Tyrol autrichien de septembre à octobre 1943, il y retrouve de nombreux hommes politiques également pris en otage</p> <p>Il est témoin aux procès de Pétain (23 juillet-15 août 1945) et de Laval (5-9 octobre 1945)</p> <p>Pétain, président du Conseil, le 17 juin, appelle à cesser le combat. Il fait signer l'armistice du 22 juin 1940 avec l'Allemagne d'Adolf Hitler à Rethondes, retirant la France du conflit.</p> <p>De Londres, De Gaulle lance, à la BBC, l'appel du 18 juin 1940 au peuple français pour résister et rejoindre les Forces françaises libres.</p> <p>De Gaulle refuse de démissionner, obligeant ainsi Pétain à le contourner par le vote des pleins pouvoirs constitutants, qui va l'écarter de fait du pouvoir.</p>
<p>Fils de cultivateurs</p> <p>École spéciale militaire de Saint-Cyr / Militaire (Maréchal en 1918) / Catholique</p>	<p>Etat Français</p> <p>1856, Cauchy-la-Tour (PdC.) - † 1951, Port-Joinville -Île d'Yeu- (V.)</p> <p>Philippe Pétain (1940 / 1944)</p> <p>Chef de l'État Français (11 jul 1940 / 20 août 1944)</p> 	<p>Investi des pleins pouvoirs constitutants par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940, il s'octroie le lendemain le titre de « chef de l'État français »</p> <p>Installé à Vichy à la tête d'un régime autoritaire. Il abolit les institutions républicaines et les libertés fondamentales. Il engage le pays dans la collaboration d'État avec l'Allemagne nazie.</p> <p>De Gaulle est condamné à mort, et déclaré déchu de la nationalité française par décret du 8 décembre 1940 par le régime de Vichy</p> <p>De Gaulle, ne contrôlant que quelques colonies mais reconnu par la Résistance, fusionne, en 1943, la France libre au sein du Comité français de Libération nationale</p> <p>Jugé à la Libération pour intelligence avec l'ennemi et haute trahison par la Haute Cour de justice, il est frappé d'indignité nationale, condamné à la confiscation de ses biens et à la peine de mort (non appliquée)</p>
<p>Fils du directeur d'un établissement d'enseignement secondaire privé</p> <p>École spéciale militaire de Saint-Cyr / Militaire, écrivain / Catholique</p>	<p>Gouvernement provisoire</p> <p>1890, Lille (Nord) - † 1970, Colombey-les-Deux-Églises, (Hte-Marne)</p> <p>Charles de Gaulle (1944 / 1946)</p> <p>Présid du Gouv. Provisoire de la Rép.Fr. (03 jun 1944 / 20 jan 1946)</p> <p>- Chef de l'État, <i>de facto</i> (25 août 1944 / 20 jan 1946) -</p> 	<p>Ses missions : libérer le territoire, restaurer la République, organiser des élections libres et démocratiques, entreprendre la modernisation économique et sociale</p> <p>Les femmes votent pour la première fois aux élections municipales de 1945</p> <p>Nationalisations et mise en place du monopole de l'assurance maladie obligatoire qu'est la sécurité sociale</p> <p>Favorable à un exécutif fort, il s'oppose aux projets parlementaires des partis et démissionne en 1946. Il fonde le Rassemblement du peuple français (RPF)</p> <p>Son refus de tout compromis avec le « régime des partis » l'isole dans une traversée du désert</p>
<p>Fils d'instituteurs laïques</p> <p>Faculté de droit d'Aix-en-Provence / Avocat / SFIO / Catholique Franc-maçon</p>	<p>1884, Peypin (Bouches-du-Rhône) - † 1977, Nice (Alpes-Maritimes)</p> <p>Félix Gouin (1946)</p> <p>2ème Présid du Gouv. Provisoire de la Rép.Fr. (26 jan / 24 jun 1946)</p> <p>- Chef de l'État, <i>de facto</i> (26 jan / 24 jun 1946) -</p> 	<p>Il est élu contre Michel Clemenceau, le fils du "Tigre".</p> <p>Son gouvernement (dans lequel il s'est réservé le portefeuille de la Défense), comporte 23 ministres communistes, socialistes et du MRP</p> <p>Son gouvernement fait voter la nationalisation de l'électricité et du gaz (création d'EDF et de GDF), des bassins houillers non nationalisés en 1944, et de trente-quatre compagnies d'assurance</p> <p>Il fait adopter la loi Marthe Richard qui abolit le régime de la prostitution réglementée en France depuis 1804 et impose la fermeture des maisons closes (« maisons de tolérance »).</p>
<p>Fils d'un assureur</p> <p>Agrégé d'histoire à la Sorbonne / Enseignant, journaliste / MRP / Catholique</p> <p>Successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance</p>	<p>1899, Moulins (Allier) - † 1983, Combo-les-Bains (Pyrénées-Atlant.)</p> <p>Georges Bidault (1946)</p> <p>3ème Présid du Gouv. Provisoire de la Rép.Fr. (24 jun / 16 déc 1946)</p> <p>- Chef de l'État, <i>de facto</i> (24 jun / 16 déc 1946) -</p> 	<p>Promulgué le 27 octobre 1946 la Constitution de la IVe République, instituant de nouveaux droits économiques et sociaux non contenus dans la Déclaration des droits de l'homme. Elle donne valeur constitutionnelle notamment à la liberté et aux droits syndicaux, au droit de grève et au respect du droit international</p>
<p>Fils d'un commerçant en rubans et soieries</p> <p>Licences de lettres et droit à Paris / Ecrivain, haut fonctionnaire / SFIO / Juif agnostique</p>	<p>1872, Paris (Seine) - † 1950, Jouy-en-Josas (Seine-et-Oise)</p> <p>Léon Blum (1946 / 1947)</p> <p>4ème Pr. du Gouv. Prov. de la Rép.Fr. (16 déc 1946 / 16 jan 1947)</p> <p>- Chef de l'État, <i>de facto</i> (16 déc 1946 / 16 jan 1947) -</p> 	<p>Gouvernement dit de la Saint-Sylvestre, premier (et unique) gouvernement uniquement composé de socialistes.</p> <p>Blum fait progresser les négociations avec les travaillistes anglais pour aboutir au traité d'alliance franco-britannique de Dunkerque du 4 mars 1947</p> <p>4ème République (27 oct 1946)</p>
<p>Fils d'artisan boulanger</p> <p>Faculté de droit et des lettres de Toulouse (Doctorat en droit) / Avocat / SFIO / Athée</p>	<p>1884, Revel (Haute-Garonne) - † 1966, Paris (Seine)</p> <p>Vincent Auriol (1947 / 1954)</p> <p>16ème Président de la République (16 jan 1947 / 16 jan 1954)</p> 	<p>Présidents du Conseil : Paul Ramadier, Robert Schuman, André Marie, Robert Schuman, Henri Queuille, Georges Bidault, Henri Queuille, René Pleven, Henri Queuille, René Pleven, Edgar Faure, Antoine Pinay, René Mayer, Joseph Laniel</p> <p>Elu par le Parlement réuni en congrès à Versailles</p> <p>Il rénove et modernise le Palais de l'Élysée et s'y réinstalle.</p>

<p>Fils d'un directeur de Collège</p> <p>Licences de droit, lettres et philosophie, Université de Caen / Avocat Alliance Démocratique, CNIP / Catholique</p>	<p>1882, Le Havre (Seine-Inférieure) - † 1962, Le Havre (Seine-Inf.)</p> <p>René Coty (1954 / 1959)</p> <p>17ème Président de la République (16 jan 1954 / 08 jan 1959)</p> 	<p><i>Présidents du Conseil</i> : Joseph Laniel, Pierre Mendès France, Edgar Faure, Guy Mollet, Maurice Bourges-Maunoury, Félix Gaillard, Pierre Pflimlin, Charles de Gaulle</p> <p>Fin de la 4ème République(04 oct 1958) 5ème République (07 oct 1958)</p> <p><i>Insurrection en Algérie le 01 nov 1954</i> En janvier 1956, il refuse de nommer Pierre Mendès-France, président du Conseil, bien que celui-ci soit le leader naturel de la coalition de Front républicain Il lui préfère Guy Mollet, chef de la SFIO, laquelle recherchait une paix négociée en Algérie. Guy Mollet manqua d'autorité sur les militaires et fut très vite prisonnier du lobby Pied-Noir, ce qui exclut toute paix négociée En 1958, le putsch d'Alger fait craindre un coup d'Etat militaire. Sous la pression de l'armée (Massu, Salan), René Coty fait appel « au plus illustre des Français », le général de Gaulle, nommé président du Conseil le 1er juin. La Constitution de la Ve République (Michel Debré) est promulguée le 4 octobre 1958 Coty <u>démissionne</u>, et transmet ses pouvoirs au général le 08 jan 1959 en déclarant que « le premier des Français est désormais le premier en France »</p>
<p>Fils du directeur d'un établissement d'enseignement secondaire privé</p> <p>École spéciale militaire de Saint-Cyr / Général Ecrivain / RPF / Catholique</p>	<p>1890, Lille (Nord) - † 1970, Colombey-les-Deux-Églises, (Hte-Marne)</p> <p>Charles de Gaulle (1959 / 1969)</p> <p>18ème Président de la République (08 jan 1959 / 28 avr 1969)</p> 	<p><i>Premiers ministres</i> : Michel Debré, Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville</p> <p>Politique européenne de la France, indépendance du pays face aux Etats-Unis et à l'URSS, force de frappe nucléaire, assainissement des finances publiques (introduction du nouveau franc), sort de l'Algérie Il met en place le programme spatial français et lance le Concorde. En tant que membre fondateur de la Communauté économique européenne (CEE), il pose son veto à l'entrée du Royaume-Uni. Le 18 mar 1962, à la suite des accords d'Évian, un cessez-le-feu est proclamé en Algérie. Le général de Gaulle fit adopter par référendum l'indépendance de l'Algérie, effective en juillet 1962 Le référendum du 28 octobre 1962 approuve largement l'élection du président de la république au suffrage universel direct. Aux élections présidentielles de 1965, la télévision, pour la première fois dans l'histoire, joue un rôle très important, il en est de même des sondages qui font leur apparition Il condamne dès 1964 l'aide militaire apportée par les États-Unis à la République du Viêt Nam (sud) Il condamne la riposte israélienne au blocus du détroit de Tiran par l'Égypte, lors de la Guerre des Six Jours en 1967 En 1966, il retire la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, expulsant les bases américaines de son territoire. Il était franchement hostile à l'idée d'une Europe supranationale (celle de Jean Monnet). La France reconnaît la République populaire de Chine dès le 27 janvier 1964 De Gaulle fit rapatrier par la Marine nationale l'or de la Banque de France déposé à New York auprès de la Banque fédérale. En 1971, les États-Unis mettront fin à la parité (1/35 d'once d'or) pour faire « flotter » le dollar. Les "Trente Glorieuses" ne débloquent pas la société; les événements de Mai 1968, et le rejet par la base des "Accords de Grenelle" en sont le révélateur. L'échec du référendum du 27 avril 1969 portant sur le transfert de certains pouvoirs aux régions et la fusion du Sénat avec le Conseil économique et social, le conduira à <u>démissionner</u> dès le lendemain.</p>
<p>Fils d'un ingénieur des chemins de fer</p> <p>École des Mines, École libre des sciences politiques / Ingénieur, haut fonctionnaire MRP, Centre démocrate / Catholique</p>	<p>1909, Ablon-sur-Seine (Val-de-Marne) - † 1996, Paris (Seine)</p> <p>Alain Poher (1969)</p> <p>Président de la République par intérim (28 avr / 20 jun 1969)</p> 	<p><i>Premier ministre</i> : Maurice Couve de Murville</p> <p>Président du Sénat</p>
<p>Fils d'instituteur</p> <p>École normale supérieure, École libre des sciences politiques Professeur de français, latin, grec, haut fonctionnaire, banquier / UNR, UDR / Catholique Atteint de la maladie de Waldenström, il est finalement mort d'une septicémie</p>	<p>1911, Montboudif, (Cantal) - † 1974, Paris (Seine)</p> <p>Georges Pompidou (1969)</p> <p>19ème Président de la République (20 jun 1969 / 02 avr 1974)</p> 	<p><i>Premiers ministres</i> : Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer</p> <p>Au 1er tour de juin, il arrive nettement en tête avec 10 051 783 voix (44,5 %) devant Alain Poher (23,3 %). Tous les départements ont voté à droite! Concrétise de grands projets français ou européens (Airbus, TGV). Développe l'automobile au détriment des autres transports, en particulier les voies de chemin de fer secondaires. Il affronte le premier choc pétrolier de 1973 Il accepte l'entrée dans la CEE de la Grande-Bretagne Crée le ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement, tout en favorisant l'agriculture et l'agro-industrie par la mécanisation et l'utilisation d'engrais et de pesticides. Premiers labels et appellations d'origine Juin 1969, Chaban-Delmas présente son programme « la nouvelle société : élargissement des libertés publiques, participation dans les entreprises, accroissement des pouvoirs régionaux et le développement de la solidarité.</p>
<p>Fils d'un ingénieur des chemins de fer</p> <p>École des Mines, École libre des sciences politiques / Ingénieur, haut fonctionnaire MRP, Centre démocrate / Catholique</p>	<p>1909, Ablon-sur-Seine (Val-de-Marne) - † 1996, Paris (Seine)</p> <p>Alain Poher (1974 / 1974)</p> <p>Président de la République par intérim (02 avr / 27 mai 1974)</p> 	<p><i>Premier ministre</i> : Pierre Messmer</p> <p>Président du Sénat</p>
<p>Fils d'un président de sociétés et inspecteur général des finances</p> <p>École polytechnique, ENA / Inspecteur des Finances / FNRI / Catholique Descendant de Louis XV et de Catherine Eléonore Bénard, l'une de ses nombreuses maîtresses</p>	<p>1926, Coblenz, Rhénanie-Palatinat (Allemagne) -</p> <p>Valéry Giscard d'Estaing (1974 / 1981)</p> <p>20ème Président de la République (21 mai 1974 / 21 mai 1981)</p> 	<p><i>Premiers ministres</i> : Jacques Chirac, Raymond Barre</p> <p>Il est élu, face à François Mitterrand, avec 50,67 % en France métropolitain. Cette élection reste la plus serrée de l'histoire de la Ve République et celle pour laquelle la participation a été la plus élevée (87,33 %) Il fait voter l'abaissement de la majorité civile et électorale de 21 à 18 ans, la dépenalisation de l'avortement (loi Veil du 17 jan 1975) et l'autorisation du divorce par consentement mutuel Il crée un secrétariat d'État à la condition féminine (avec Françoise Giroud). Il démantèle l'ORTF Un secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés est créé. Suspension en juillet 1974 de l'immigration des travailleurs et des familles. Le décret qui soumet le regroupement familial à conditions est annulé par le Conseil d'État Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing est marqué par les conséquences des deux chocs pétroliers, qui brisent la dynamique des Trente Glorieuses "Plan Barre" : limitation des salaires, gel des prix à la consommation pour 3 mois et des tarifs publics pour 6 mois, abaissement de la TVA sur certains produits, augmentation de l'IR pour les ménages aisés, ... La construction du supergénérateur nucléaire nommé Superphénix est décidée, et la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) sont créés Devant la nécessité d'économiser l'énergie, le gouvernement restaure, en 1976, l'ancien changement d'heure pendant les mois d'été Organise la 1ère réunion des 5 pays les plus industrialisés (États-Unis, Japon, France, Allemagne de l'Ouest, Royaume-Uni), au château de Rambouillet, du 15 au 17 novembre 1975. Ce « G5 », qui devient par la suite « G7 »</p>
<p>Fils d'un industriel et président du syndicat national des vinaigniers</p> <p>Université de Paris, École libre des sciences politiques / Avocat, éditeur de presse Socialiste / Catholique, agnostique</p>	<p>1916, Jarnac (Charente) - † 1996, Paris (Seine)</p> <p>François Mitterrand (1981 / 1995)</p> <p>21ème Président de la République (21 mai 1981 / 17 mai 1995)</p> 	<p><i>Premiers ministres</i> : Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Jacques Chirac (cohabitation), Michel Rocard, Édith Cresson (1ère femme), Pierre Bérégovoy, Édouard Balladur (cohabitation)</p> <p>Agent contractuel sous le régime de Vichy, il a été onze fois ministre sous la IVe République Il fait voter l'abolition de la peine de mort en 1981 (loi Badinter) Engagement de la France dans la guerre du Golfe; première nomination d'une femme premier ministre, Édith Cresson; adoption par référendum du traité de Maastricht; révélations sur son passé vichyssois et sa maladie Autorisation des radios locales privées Première fête de la musique, créée par Jack Lang, Ministre de la Culture Création de l'impôt sur les grandes fortunes (supprimé en 1987, rétabli en 1988 sous le nom d'ISF, Impôt de solidarité sur la fortune) Loi de nationalisation : Nationalisation de banques (les 36 premières banques de dépôt, ainsi que Paribas et Suez) et de grands groupes industriels (CGE, PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Thomson) Semaine de 39 heures (durée légale du travail), 5e semaine de congés payés, retraite à 60 ans. Le mode de vie homosexuel cesse d'être une cause d'annulation du bail d'habitation. Passage de la majorité sexuelle à 15 ans. Première visite d'un chef d'État français en Israël. Discours de Mitterrand devant la Knesset Crise des euromissiles - soutien de François Mitterrand à l'installation de missiles Pershing 2 en Allemagne pour faire contrepoids aux missiles soviétiques opération Manta renforçant l'intervention française au Tchad. Affaire du Rainbow Warrior, il s'avère que le navire de Greenpeace coulé en Nouvelle-Zélande, l'était sur ordre des services secrets français (feu vert de l'Élysée). Démission d'Hernu, ministre de la Défense. Manifestations étudiantes contre le « projet Devaquet » de réforme de l'Université Création du revenu minimum d'insertion (RMI) et de la Contribution sociale généralisée (CSG) Inauguration du Grand Louvre, de l'opéra Bastille, de la grande Arche de la Défense. Loi Gaysot interdisant les propos négationnistes et renforçant la législation contre le racisme. Participation de la France à la Première guerre du Golfe. le traité de Maastricht, signé en février, est ratifié à une très courte majorité par référendum. Affaire du sang contaminé impliquant les anciens ministres socialistes Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé. Pendant le génocide au Rwanda, soutien au gouvernement intérimaire rwandais à travers l'opération Amaryllis du 8 au 14 avril, puis l'opération Turquoise du 22 juin au 21 août. Révélation au grand public de l'existence de Mazarine Pinget.</p>

<p>Fils d'un administrateur de filiale d'une société aéronautique SNCAN</p> <p>1932, Paris (Seine) - † 2019, Paris (Seine)</p> <p>Jacques Chirac (1995 / 2007) 22ème Président de la République (17 mai 1995 / 16 mai 2007)</p> <p></p> <p>Ecole libre des sciences politiques, ENA Auditeur, Conseiller à la Cour des Comptes / RPR, UMP / Catholique</p>	<p>Prémiers ministres: Alain Juppé, Lionel Jospin (cohabitation), Jean-Pierre Raffarin, Dominique de Villepin</p> <p>21 avril 2002, il est réélu pour un deuxième mandat présidentiel au second tour, avec 82,21% des voix, face au candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, le parti socialiste (Lionel Jospin) étant battu dès le premier tour. "Plan Juppé"; cohabitation avec Lionel Jospin suite de la dissolution manquée de l'Assemblée nationale; affaires judiciaires et enquêtes journalistiques: référendum de 2000, qui ramène la durée du mandat présidentiel à 5 ans Pendant son second mandat, il s'oppose notamment à la guerre d'Irak (qui fait suite au 9/11). Il poursuit le mouvement des privatisations : Pechiney et Usinor-Saciolor, AGF, CGM, la BFCE, Bull, ... Le 16 juillet 1995, dans une allocution, à l'occasion du 53e anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver, il reconnaît « la faute collective » de la France Dès juillet 1995, fait effectuer l'ultime campagne d'essais nucléaires, ce qui provoque un tollé général (cinquantième d'Hiroshima et Nagasaki). Elle se clôt le 27 janvier 1996, et le Centre d'essais du Pacifique est démantelé Le 24 septembre 1996, 32 États, dont la France, signent à New York le TICE (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires). En Bosnie-Herzégovine, il ordonne des représailles conjointes avec l'OTAN, ce qui met fin à la guerre civile. C'est au Palais de l'Élysée que sont signés les Accords de Dayton le 14 décembre 1995 Le 22 février 1996, le président annonce sa décision de professionnaliser les armées et de suspendre le service national. Le gouvernement d'Alain Juppé doit affronter des grèves massives durant l'hiver 1995-1996, dues à la réforme des retraites du public (plan Juppé) et au gel du traitement des fonctionnaires. Il sera retiré L'occupation de l'église Saint-Ambroise à Paris par 300 étrangers en situation irrégulière, dont dix d'entre eux entament une grève de la faim qui va durer deux mois. C'est un redémarrage des mouvements de l'immigration, devant l'essoufflement de sa majorité, Jacques Chirac risque et rate la dissolution de l'Assemblée nationale. C'est la troisième cohabitation de la V^e république. Le 24 septembre 2000, la réduction du mandat présidentiel de 7 à 5 ans est adoptée par un référendum marqué par une abstention record (30,19 % de participation). Lors de la crise de la vache folle, en novembre 2000, il réclame l'interdiction immédiate des farines animales À la suite des attentats du 11 septembre 2001, la France soutient les États-Unis lors de l'intervention en Afghanistan, mais refuse d'intervenir en Irak; « front commun » avec l'Allemagne et la Russie contre l'invasion de l'Irak Loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics Fin octobre 2005, à la suite de la mort de deux jeunes à Clichy-sous-Bois électrocutés en se réfugiant dans un transformateur EDF, les actes de violence et émeutes se multiplient les nuit Le 8 novembre, Jacques Chirac décrète en Conseil des ministres l'état d'urgence (qui sera levé environ 2 mois plus tard, le 4 janvier 2006)</p>	
<p>Fils d'un publicitaire et d'une avocate</p> <p>1955, Paris (Seine)</p> <p>Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa (2007 / 2012) 23ème Président de la République (16 mai 2007 / 15 mai 2012)</p> <p></p> <p>Université Paris Ouest Nanterre La Défense / Avocat / UMP / Catholique Oct 2007, il divorce d'avec Cécilia, puis se remarie avec Carla Bruni, le 02 fév 2008 Eut un fils pendant son mandat</p>	<p>Premier ministre: François Fillon</p> <p>Il est le premier président depuis Louis-Napoléon Bonaparte à s'exprimer devant le Congrès de Versailles</p> <p>Rupture de style par rapport à ses prédécesseurs, par plusieurs réformes comme celle des universités en 2007 ou des retraites en 2010 Impact de grands événements internationaux tels que la « Grande Récession » et la crise de la dette dans la zone euro Le gouvernement contient des personnalités de gauche (ministres d'ouverture), du centre-droit et de la société civile En août 2007, loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), défendue par Valérie Pécresse. En dépit des contestations, 90 % des universités avaient opté pour la gestion autonome au 1er janvier 2011 Loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA) : défiscalisation des heures supp., allègement des droits de succession, déduction fiscale des intérêts d'emprunt immobilier, abaissement du bouclier fiscal Plusieurs lois pour limiter l'immigration clandestine (tests génétiques, statistiques ethniques – cette dernière disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel) et la récidive (qui instaure notamment des peines-plancher) En situation de grève, le service minimum dans les transports et les écoles est institué Réforme des régimes spéciaux de retraite La loi Chatel, qui doit favoriser la libre concurrence et la baisse des prix, et la loi de modernisation de l'économie (LME), qui crée notamment le statut d'auto-entrepreneur, sont adoptées en 2008 La crise financière de 2008, la plus importante depuis 1929, entraîne un recul important de l'activité et une hausse considérable des endettements publics dans les pays industrialisés Le 1^{er} juin 2009, la généralisation du revenu de solidarité active (RSA), remplace le RMI et l'APV Le port de la burqa dans les lieux publics est interdit par la loi du 11 octobre 2010 Il finalise la libération des infirmières bulgares. En possible contrepartie de cette libération, il signe une série de contrats avec Mouammar Kadhafi, qu'il reçoit par ailleurs au palais de l'Élysée en décembre 2007 Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN devient effectif en avril 2009 Il annonce le 19 mars 2011 le début d'une intervention militaire contre la Jamahiriya arabe libyenne, à laquelle la France participe.</p>	
<p>Fils de médecin</p> <p>1954, Rouen (Seine-Inférieure)</p> <p>François Hollande (2012 / 2017) 24ème Président de la République (15 mai 2012 / 07 mai 2017)</p> <p></p> <p>Université Panthéon-Assas, HEC, IEP de Paris, ENA Magistart à la Cour des Comptes, Avocat / Socialiste / Catholique, non-croyant</p>	<p>Prémiers ministres: Jean-Marc Ayrault, Manuel Valls, Bernard Cazeneuve</p> <p>Son premier gouvernement de 34 membres (Jean-Marc Ayrault) est le premier gouvernement dans l'histoire de la République française à respecter une stricte parité Lors du premier conseil des ministres, François Hollande, Jean-Marc Ayrault ainsi que l'ensemble des ministres, baissent leurs salaires de 30 % Il supprime le 1^{er} février 2015 la taxe de 75% sur les revenus > 1 million €, qu'il avait créée, et qui aurait au total rapporté 420 millions d'euros Après un débat sociétal sans pareil, il légalise le mariage et l'adoption pour les couples de même sexe. La France devient le 14th pays à autoriser le mariage homosexuel Le 19 mars 2013, le président de la République annonce le départ du gouvernement du ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, accusé de fraude fiscale En janvier 2015, les attentats islamistes en France (Charlie Hebdo, et magasin casher), qui font 17 morts en trois jours, sont à l'origine d'un mouvement d'union nationale face au terrorisme Dans la continuité de Nicolas Sarkozy, il poursuit la collaboration controversée avec le Qatar Intervention militaire limitée en soutien aux Forces armées et de sécurité du Mali qui luttent sur leur territoire contre des groupes terroristes islamistes Opération Sangaris en République centrafricaine, dont le but est de mettre fin à la "faillite totale de l'ordre public" Suite aux attentats le 13 nov 2015 (130 morts) de Daech à Paris (Stade de France, 4 terrasses de café, Bataclan), il instaure l'état d'urgence (première fois depuis la guerre d'Algérie). Il durera au-delà de la fin de son mandat. Le plus gros déficit des comptes publics en valeur absolue (75,9 milliards d'euros) et en pourcentage (3,4 % du PIB de la zone euro (à l'exception de l'Espagne). Le déficit extérieur (48,1 milliards € en 2016) le plus important des dix-neuf pays qui ont l'euro pour monnaie, et également en valeur relative (seule Chypre fait pire). Au sein de la zone euro, le déficit de la balance annuelle des transactions courantes de la France atteint 19 milliards en fin de mandat, soit 0,9 % du PIB (l'Allemagne est excédentaire de 261 milliards !) La dette publique de la France atteint 2 250 milliards €, soit 94% du PIB, avec un déficit public de 3,4%, une croissance du PIB de 1,1%, l'une des plus faibles d'Europe. La chômage qui conditionnait le renouvellement de sa candidature, a augmenté de 605 600 personnes pendant le quinquennat, pour atteindre 10% en 2017, soit 3 765 000 chômeurs.. Décide de ne pas se présenter pour un second mandat (fait inédit sous la 5e république).</p>	
<p>Fils d'un médecin et professeur de neurologie et d'une médecin</p> <p>1977, Amiens (Somme)</p> <p>Emmanuel Macron (2017 / 20..) 25ème Président de la République (07 mai 2017 / ...)</p> <p></p> <p>DEA de philosophie, Sciences Po Paris, l'ENA Inspecteur des finances, haut fonctionnaire, banquier d'affaires Ancien conseiller et ministre de l'économie de son prédécesseur</p>	<p>Le 8^e président de la V^e République, le plus jeune (39 ans), élu avec 66,1% des voix face au Front National, après avoir éliminé au premier tour les partis traditionnels Républicain (droite) et Socialiste. 2017: par 5 ordonnances, le gouvernement Philippe refond le Code du Travail, ce monstre de 3 448 pages. 2018 : budget volontariste : hausse de la Solidarité, Défense, Justice; baisse de l'Emploi et Logement. Réduction de l'ISF à l'immobilier (IFI), flat-tax sur les revenus du capital, début d'exonération de la taxe d'habitation pour 80% des ménages, hausse de la CSG de 1,7%, ... 2018 : annulation de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et évacuation de la ZAD. Réformes de la SNCF et de la Justice. Réforme du code du travail et de la SNCF Affronte l'affaire Benalla Doit gérer le mouvement des Gilets jaunes et le grand débat national qui s'ensuit. Il soutient ensuite un projet contesté de réforme des retraites. Soutient un projet violemment contesté de réforme des retraites.</p>	